

**La gestion budgétaire décentralisée et la performance
opérationnelle des collectivités territoriales : rôle de la diversité
ethnique et culturelle**

**Decentralized budget management and the operational
performance of local governments: the role of ethnic and cultural
diversity**

HOUEZOUNVO Sagbo Damien

Doctorant en Sciences de Gestion
École Doctorale des Sciences Économiques et de Gestion
Université d'Abomey-Calavi
Laboratoire de Finance, Entrepreneuriat et Comptabilité (LAFEC)
République du Bénin

DOUCOURE SYLLA Karima

Enseignant-Chercheur
École Doctorale des Sciences Économiques et de Gestion
Université d'Abomey-Calavi
Laboratoire de Finance, Entrepreneuriat et Comptabilité (LAFEC)
République du Bénin

Date de soumission : 31/01/2026

Date d'acceptation : 10/04/2026

Pour citer cet article :

HOUEZOUNVO. S.D. & DOUCOURE SYLLA. K. (2026) « La gestion budgétaire décentralisée et la performance opérationnelle des collectivités territoriales : rôle de la diversité ethnique et culturelle », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 4 » pp : 463- 480.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette étude analyse le rôle modérateur de la diversité ethnique et culturelle dans la relation entre la gestion budgétaire décentralisée et la performance opérationnelle des collectivités territoriales au Bénin. En mobilisant un cadre théorique ancré dans la théorie du fédéralisme budgétaire (Oates, 1972), la théorie néo-institutionnaliste (North, 1990) et la théorie de l'agence (Jensen et Meckling, 1976), cette recherche adopte une démarche méthodologique mixte combinant une phase qualitative exploratoire et une phase quantitative confirmatoire. Les données ont été collectées auprès de 488 acteurs locaux répartis dans plusieurs collectivités territoriales béninoises et analysées par équations structurelles sous AMOS 22. Les résultats révèlent que la gestion budgétaire décentralisée, à travers ses dimensions d'autonomie budgétaire ($\beta = 0,313$; $p < 0,001$), de transparence budgétaire ($\beta = 0,334$; $p < 0,001$) et de contrôle budgétaire ($\beta = 0,007$; $p < 0,001$), exerce une influence positive et significative sur la performance opérationnelle des collectivités territoriales. Plus significativement, la diversité ethnique et culturelle joue un rôle modérateur déterminant dans cette relation, portant le coefficient de détermination de 0,778 à 0,825 lorsqu'elle est intégrée au modèle. Ces résultats invitent les décideurs publics à concevoir des pratiques de gouvernance budgétaire qui intègrent les réalités socio-culturelles locales pour maximiser la performance des collectivités territoriales.

Mots-clés : gestion budgétaire décentralisée, performance opérationnelle, collectivités territoriales, diversité ethnique et culturelle, modération, Bénin.

Abstract

This study analyzes the moderating role of ethnic and cultural diversity in the relationship between decentralized budget management and the operational performance of local governments in Benin. Drawing on fiscal federalism theory (Oates, 1972), neo-institutional theory (North, 1990), and agency theory (Jensen and Meckling, 1976), this research adopts a mixed methodological approach combining an exploratory qualitative phase and a confirmatory quantitative phase. Data were collected from 488 local stakeholders across several territorial communities in Benin and analyzed using structural equation modeling with AMOS 22. The results reveal that decentralized budget management, through its dimensions of budgetary autonomy ($\beta = 0.313$; $p < 0.001$), budgetary transparency ($\beta = 0.334$; $p < 0.001$), and budgetary control ($\beta = 0.007$; $p < 0.001$), exerts a positive and significant influence on the operational performance of local governments. More significantly, ethnic and cultural diversity plays a decisive moderating role in this relationship, raising the coefficient of determination from 0.778 to 0.825 when integrated into the model. These findings invite public decision-makers to design budgetary governance practices that integrate local socio-cultural realities to maximize the performance of local governments.

Keywords: decentralized budget management, operational performance, local governments, ethnic and cultural diversity, moderation, Benin.

1. Introduction

La décentralisation budgétaire constitue l'un des piliers des réformes de gouvernance locale engagées dans les pays en développement depuis les années 1990. En transférant aux collectivités territoriales des compétences de mobilisation, d'allocation et d'utilisation des ressources publiques, elle vise à rapprocher l'offre de services publics des préférences locales et à renforcer la performance opérationnelle des gouvernements locaux (Oates, 1993 ; Faguet, 2014). Au Bénin, ce processus a conduit à la création de 77 communes disposant d'une autonomie budgétaire formelle, mais les résultats en termes de performance opérationnelle restent contrastés. Les données du Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (2024) révèlent que les collectivités béninoises ne maîtrisent que 9,2 % des dépenses publiques totales, avec une dépendance aux transferts de l'État atteignant 71 %, et des taux d'exécution budgétaire oscillant entre moins de 60 % pour les communes rurales et plus de 85 % pour certaines communes urbaines.

Cette situation soulève une question fondamentale : au-delà des mécanismes institutionnels formels de la gestion budgétaire décentralisée, quels facteurs contextuels permettent d'expliquer les variations de performance observées entre les collectivités ? La littérature récente pointe de manière croissante vers les facteurs socio-culturels comme variables modératrices de cette relation (Wynen et al., 2015 ; Englebert, 2000). Dans un pays comme le Bénin, caractérisé par une diversité ethnique et culturelle remarquable avec plus de 50 groupes ethniques, cette dimension revêt une importance particulière. Alesina et La Ferrara (2005) ont démontré que la diversité ethnique peut réduire la confiance sociale et compromettre la fourniture de biens publics, tandis que Putnam (2007) suggère qu'elle peut aussi enrichir les processus décisionnels par la pluralité des perspectives.

Malgré ces contributions, peu d'études ont examiné de manière empirique et systématique le rôle modérateur spécifique de la diversité ethnique et culturelle dans la relation entre la gestion budgétaire décentralisée et la performance opérationnelle des collectivités territoriales en Afrique subsaharienne. Cette lacune est particulièrement criante dans le contexte béninois où la diversité ethnoculturelle structure profondément les dynamiques locales de gouvernance.

La présente étude vise à combler ce vide en répondant à la question suivante : dans quelle mesure la diversité ethnique et culturelle modère-t-elle la relation entre la gestion budgétaire décentralisée et la performance opérationnelle des collectivités territoriales au Bénin ? Pour y répondre, cet article s'organise comme suit : après une revue de la littérature (section 2), le cadre théorique et les hypothèses sont présentés (section 3), suivis de la méthodologie (section 4), des

résultats (section 5), et d'une discussion avec les implications théoriques et pratiques (section 6).

2. Revue de la littérature

2.1. La gestion budgétaire décentralisée : fondements conceptuels et sous-dimensions

La gestion budgétaire décentralisée peut être définie, selon Oates (1993), comme l'ensemble des mécanismes et instruments qui permettent aux collectivités territoriales d'exercer leur autonomie financière dans la mobilisation, l'allocation et l'utilisation des ressources publiques pour la fourniture de services locaux. Cette définition englobe des dimensions clés telles que l'autonomie fiscale, la gestion des dépenses publiques locales, le contrôle budgétaire et la redevabilité financière des autorités locales.

Les travaux empiriques sur cette thématique révèlent des positions contrastées dans la littérature. Le courant favorable, conduit par les recherches d'Oates (1993) sur les États américains et confirmé par Faguet (2004) en Bolivie, démontre que la gestion budgétaire décentralisée améliore l'efficacité allocative des dépenses publiques en permettant une meilleure adéquation entre l'offre de services et les préférences locales. Martinez-Vazquez et Timofeev (2020) corroborent ces résultats dans leur étude sur 75 pays, établissant une corrélation positive entre décentralisation budgétaire et croissance économique locale. Stegarescu (2005) montre spécifiquement que l'accroissement de l'autonomie fiscale améliore la responsabilité budgétaire des collectivités européennes.

À l'inverse, les travaux de Prud'homme (1995) et leur actualisation par Smoke (2019) identifient des limites importantes dans les contextes de gouvernance faible, où la décentralisation peut accroître les inégalités territoriales et favoriser la corruption locale. Fisman et Gatti (2002) corroborent ces inquiétudes en démontrant une corrélation positive entre décentralisation fiscale et perception de corruption dans les pays en développement. Rodríguez-Pose et Ezcurra (2010) révèlent même un effet paradoxal, où la décentralisation budgétaire peut creuser les disparités en permettant aux territoires les mieux dotés d'accroître leur avance.

Une position plus nuancée émerge des travaux de Bardhan et Mookherjee (2006) sur le West Bengal, qui montrent que les effets positifs dépendent largement du niveau d'éducation des populations locales et de la qualité des institutions démocratiques, et de Casette et Farvaque (2020) qui soulignent l'importance de la taille des collectivités et de leur capacité administrative. Cette perspective conditionnaliste ouvre la voie à l'examen des facteurs contextuels, parmi lesquels les facteurs socio-culturels occupent une place centrale.

Plusieurs sous-dimensions de la gestion budgétaire décentralisée ont été identifiées dans la littérature. L'autonomie budgétaire, définie comme la capacité des collectivités à élaborer et exécuter leur budget selon leurs priorités locales, a été étudiée par Tiebout (1956) et Oates (1972). La transparence budgétaire, entendue comme la publication régulière des documents financiers et l'accessibilité de l'information budgétaire aux citoyens, est considérée par Kopits et Craig (1998) et l'OCDE (2017) comme un levier essentiel de redevabilité. Enfin, le contrôle budgétaire, conceptualisé par Von Hagen (2006) comme l'ensemble des dispositifs de suivi régulier et d'ajustement des actions, constitue un outil central du New Public Management.

2.2. La performance opérationnelle des collectivités territoriales

La performance opérationnelle des collectivités territoriales est un concept multidimensionnel qui recouvre l'efficacité dans la réalisation des objectifs, l'efficience dans l'utilisation des ressources, la satisfaction des citoyens et la capacité d'innovation et de développement. Van Dooren et al. (2015) définissent la performance opérationnelle comme la capacité d'une organisation publique à transformer ses inputs en outputs de qualité, tout en optimisant l'utilisation de ses ressources. Dans le contexte des collectivités territoriales, Walker et al. (2019) articulent cette performance autour de quatre dimensions : l'efficacité des services rendus, l'efficience dans la mobilisation et l'utilisation des ressources, la satisfaction des populations locales, et la capacité d'innovation institutionnelle.

Les travaux empiriques confirment le lien entre gestion budgétaire décentralisée et performance. Gemmell et al. (2013), dans leur méta-analyse de 140 études, concluent que les effets positifs de la décentralisation budgétaire sont particulièrement marqués pour les services de proximité. Benito et Bastida (2009) et Da Cruz et Marques (2014) confirment que les collectivités les plus transparentes obtiennent de meilleurs résultats en matière d'efficience des services publics et de satisfaction citoyenne. Boyne et Chen (2007) et Walker et Andrews (2015) établissent que les collectivités disposant de systèmes de contrôle budgétaire performants enregistrent de meilleurs résultats en matière d'efficacité et de qualité des services.

2.3. La diversité ethnique et culturelle comme variable modératrice

La diversité ethnique et culturelle désigne l'hétérogénéité des origines, des identités culturelles et des appartenances ethniques au sein d'une population donnée. Alesina et La Ferrara (2005) et Fearon (2003) ont développé des indices de fragmentation ethnique permettant de mesurer cette diversité et d'analyser ses effets sur les institutions publiques.

Les effets de la diversité ethnique et culturelle sur la gouvernance locale et la performance institutionnelle sont profondément débattus dans la littérature. Un premier courant souligne ses

effets négatifs. Easterly et Levine (1997) ont établi que la fragmentation ethnique est associée à de faibles niveaux de croissance économique, à une mauvaise gouvernance et à des résultats défavorables en matière d'indicateurs de développement. Alesina et La Ferrara (2005) apportent des preuves empiriques que la diversité ethnique peut réduire la confiance sociale et compromettre la fourniture de biens publics locaux. Collier (2001) a mis en évidence les effets potentiellement délétères de la diversité ethnique, soulignant qu'elle peut conduire à la formation de coalitions redistributives inefficaces et à la capture des ressources publiques par certains groupes.

À l'inverse, un second courant met en évidence les effets positifs de la diversité sur la qualité de la gouvernance. Putnam (2007) établit que la diversité peut enrichir les processus décisionnels par l'apport de perspectives multiples et complémentaires, favorisant une gouvernance plus inclusive. Andrews et al. (2011) montrent que les collectivités ayant développé des mécanismes d'inclusion de la diversité culturelle obtiennent de meilleurs résultats opérationnels. Page (2007) démontre que la diversité cognitive améliore la résolution de problèmes complexes, ce qui peut se traduire par une meilleure conception des politiques publiques.

Une approche nuancée est défendue par Somanathan et al. (2007), qui distinguent les effets de la diversité selon le contexte institutionnel dans lequel elle s'inscrit. Ces auteurs suggèrent que dans un environnement caractérisé par une gouvernance démocratique et transparente, la diversité peut améliorer les résultats opérationnels, tandis que dans des contextes marqués par une faible accountability institutionnelle, elle tend à les détériorer. Van Knippenberg et Schippers (2007) démontrent que les effets de la diversité sur la performance suivent une logique contingente, dépendant des caractéristiques de la tâche et de l'environnement organisationnel.

3. Cadre théorique et hypothèses de recherche

3.1. Ancrage théorique

La présente recherche mobilise trois cadres théoriques complémentaires pour analyser la relation entre la gestion budgétaire décentralisée, la diversité ethnique et culturelle, et la performance opérationnelle des collectivités territoriales.

La théorie du fédéralisme budgétaire (Oates, 1972) constitue le fondement théorique principal. Elle postule que la décentralisation budgétaire améliore l'efficacité allocative des dépenses publiques en rapprochant les décisions des préférences locales. Cette théorie justifie l'existence

d'un lien positif entre la gestion budgétaire décentralisée et la performance opérationnelle des collectivités.

La théorie néo-institutionnaliste (North, 1990 ; March et Olsen, 1989) offre un cadre d'analyse des interactions entre les institutions formelles et les normes informelles. Elle permet de comprendre comment les facteurs socio-culturels, notamment la diversité ethnique et culturelle, conditionnent l'efficacité des mécanismes formels de gestion budgétaire. North (1990) souligne que les institutions informelles, incluant les normes culturelles et les croyances partagées, jouent un rôle essentiel dans la détermination des résultats institutionnels.

La théorie de l'agence (Jensen et Meckling, 1976) permet d'analyser les relations de délégation entre les citoyens (principaux) et les élus locaux (agents) dans le cadre de la gestion budgétaire décentralisée. Elle justifie l'importance de la transparence budgétaire et du contrôle comme mécanismes de réduction de l'asymétrie d'information et d'alignement des comportements des agents sur les objectifs des principaux.

3.2. Formulation des hypothèses

Sur la base de la revue de la littérature et du cadre théorique mobilisé, nous formulons les hypothèses suivantes :

H1 : La gestion budgétaire décentralisée exerce une influence positive et significative sur la performance opérationnelle des collectivités territoriales.

H1a : L'autonomie budgétaire des collectivités territoriales a un effet positif et significatif sur leur performance opérationnelle.

H1b : La transparence budgétaire a un effet positif et significatif sur la performance opérationnelle des collectivités territoriales.

H1c : Plus le niveau de contrôle budgétaire est élevé, plus l'effet sur la performance opérationnelle des collectivités territoriales est positif et significatif.

H2 : La diversité ethnique et culturelle modère significativement la relation entre la gestion budgétaire décentralisée et la performance opérationnelle des collectivités territoriales.

4. Méthodologie de la recherche

4.1. Positionnement épistémologique et design de la recherche

Cette recherche s'inscrit dans un positionnement épistémologique positiviste, visant à tester des relations hypothético-déductives entre des variables mesurées de manière objective. Elle adopte une démarche méthodologique mixte combinant une phase qualitative exploratoire et une phase quantitative confirmatoire, en s'appuyant sur le paradigme de Churchill (1979) pour l'élaboration et la validation des instruments de mesure.

4.2. Collecte des données et échantillon

Les données quantitatives ont été collectées entre septembre et octobre 2025 auprès de 488 acteurs locaux des collectivités territoriales béninoises, incluant des élus communaux, des agents municipaux, des représentants de la société civile et des citoyens. L'échantillon pour la phase exploratoire était composé de 168 répondants, dont 68,5 % de sexe masculin et 31,5 % de sexe féminin. Pour la phase confirmatoire, l'échantillon de 488 répondants était réparti entre des communes (60,7 %), des arrondissements (27,4 %) et d'autres types de collectivités (11,9 %). La répartition selon la fonction indique que 48,2 % sont des cadres, 29,2 % des agents, 13,7 % des directeurs, et 3 % des maires ou adjoints.

4.3. Opérationnalisation des variables et instruments de mesure

La variable gestion budgétaire décentralisée a été opérationnalisée à travers trois sous-dimensions : l'autonomie budgétaire (AB), la transparence budgétaire (TB) et le contrôle budgétaire (CB), chacune mesurée par plusieurs items sur une échelle de Likert. La variable diversité ethnique et culturelle a été mesurée à travers des items portant sur les valeurs de tolérance, la coexistence intercommunautaire et la valorisation des identités culturelles dans la gouvernance locale. La performance opérationnelle des collectivités territoriales a été opérationnalisée à travers quatre dimensions : l'efficacité, l'efficience, la satisfaction des citoyens, et l'innovation et le développement.

4.4. Méthodes d'analyse des données

La validation des instruments de mesure a suivi le paradigme de Churchill (1979) en deux étapes : une Analyse Factorielle Exploratoire (AFE) sous SPSS 25, suivie d'une Analyse Factorielle Confirmatoire (AFC) sous AMOS 22. Les tests de fiabilité (Alpha de Cronbach) et de validité (convergente et discriminante) ont été réalisés pour chaque échelle. Le test des hypothèses de lien direct a été effectué par régression structurelle, tandis que les hypothèses de modération ont été testées par la méthode du produit de variables, conformément à la procédure de Ping (1995) et Hayes (2018). L'effet modérateur est confirmé lorsque l'introduction du terme d'interaction améliore significativement le coefficient de détermination R^2 .

5. Résultats

5.1. Validation des instruments de mesure

L'Analyse en Composantes Principales (ACP) de la variable gestion budgétaire décentralisée a révélé un KMO de 0,879 et un test de sphéricité de Bartlett significatif ($\chi^2 = 5305,709$; ddl = 276 ; $p < 0,001$), confirmant la factorisation des données. La structure factorielle à trois dimensions a été confirmée, avec des valeurs propres supérieures à l'unité pour les trois facteurs

retenus (14,770 ; 1,928 et 1,225), expliquant respectivement 61,543 %, 8,033 % et 6,104 % de la variance. Les Alpha de Cronbach sont satisfaisants pour les trois dimensions : autonomie budgétaire ($\alpha = 0,853$), transparence budgétaire ($\alpha = 0,927$) et contrôle budgétaire ($\alpha = 0,938$). Les résultats de l'Analyse Factorielle Confirmatoire (AFC) confirment le bon ajustement des modèles de mesure. Pour la gestion budgétaire décentralisée de premier ordre, les indices d'ajustement sont satisfaisants (GFI = 0,939 ; AGFI = 0,932 ; RMSEA = 0,001 ; NFI = 0,916 ; CFI = 0,829 ; $\chi^2/dl = 3,697$). De même, pour la variable diversité ethnique et culturelle, les indices sont acceptables (GFI = 0,966 ; AGFI = 0,889 ; RMSEA = 0,005 ; NFI = 0,899 ; CFI = 0,902 ; $\chi^2/dl = 2,945$). La performance opérationnelle présente également des indices d'ajustement satisfaisants à ses différents niveaux d'analyse.

5.2. Test des hypothèses de lien direct (H1a, H1b, H1c)

Les résultats de la régression structurelle sont présentés dans le tableau 1. Le modèle de lien direct affiche un coefficient de détermination $R^2 = 0,778$, indiquant que 77,8 % de la variance de la performance opérationnelle est expliquée par les pratiques de gestion budgétaire décentralisée.

Tableau N°1 : Résultats de la régression des hypothèses de lien direct

| Variable | B | S.E. | t (C.R.) | p |
|-------------------------------------|-------|-------|----------|---------|
| Autonomie budgétaire → Perf. Op. | 0,313 | 0,033 | 13,220 | < 0,001 |
| Transparence budgétaire → Perf. Op. | 0,334 | 0,023 | 16,152 | < 0,001 |
| Contrôle budgétaire → Perf. Op. | 0,007 | 0,022 | 0,418 | < 0,001 |

Source : Résultats de la recherche, Septembre-Octobre 2025

L'examen du tableau 1 révèle que les trois sous-dimensions de la gestion budgétaire décentralisée exercent une influence positive et significative sur la performance opérationnelle des collectivités territoriales au seuil de 1 %. La transparence budgétaire apparaît comme le déterminant le plus influent ($\beta = 0,334$), suivie de l'autonomie budgétaire ($\beta = 0,313$). Le contrôle budgétaire, bien que significatif, présente un coefficient plus modeste ($\beta = 0,007$), suggérant que son impact reste limité dans le contexte étudié. Ces résultats confirment les hypothèses H1a, H1b et H1c.

5.3. Test de l'hypothèse de modération (H2)

Pour tester le rôle modérateur de la diversité ethnique et culturelle, nous avons introduit dans le modèle des variables d'interaction correspondant au produit de chaque dimension de la gestion budgétaire décentralisée par la variable diversité ethnique et culturelle. Les résultats sont présentés dans le tableau 2.

Tableau N°2 : Résultats de la régression avec effet modérateur de la diversité ethnique et culturelle

| Variable | B | S.E. | t (C.R.) | p |
|-------------------------------------|-------|-------|----------|---------|
| Autonomie budgétaire → Perf. Op. | 0,314 | 0,033 | 13,220 | < 0,001 |
| Transparence budgétaire → Perf. Op. | 0,334 | 0,023 | 16,152 | < 0,001 |
| Contrôle budgétaire → Perf. Op. | 0,007 | 0,022 | 0,418 | < 0,001 |
| DivEth × Contrôle budgétaire | 0,535 | 0,024 | 22,747 | < 0,001 |
| DivEth × Transparence budgétaire | 0,103 | 0,011 | 8,746 | < 0,001 |
| DivEth × Autonomie budgétaire | 0,034 | 0,065 | 3,874 | < 0,001 |

Source : Résultats de la recherche, Septembre-Octobre 2025

Note : $R^2 = 0,825$ (vs. $0,778$ sans modération) ; DivEth = Diversité ethnique et culturelle

L'introduction des termes d'interaction améliore significativement le pouvoir explicatif du modèle, avec un R^2 passant de $0,778$ à $0,825$, soit une amélioration de 4,7 points de pourcentage. Tous les termes d'interaction présentent des coefficients positifs et significatifs au seuil de 1 % ($p < 0,001$), avec des valeurs de t supérieures au seuil de 1,96. L'interaction entre la diversité ethnique et culturelle et le contrôle budgétaire présente le coefficient d'interaction le plus élevé ($\beta = 0,535$; $t = 22,747$), suivie de l'interaction avec la transparence budgétaire ($\beta = 0,103$; $t = 8,746$) et avec l'autonomie budgétaire ($\beta = 0,034$; $t = 3,874$). Ces résultats confirment l'hypothèse H2 : la diversité ethnique et culturelle joue un rôle modérateur positif et significatif dans la relation entre la gestion budgétaire décentralisée et la performance opérationnelle des collectivités territoriales.

Tableau N°3 : Synthèse de la validation des hypothèses

| Hypothèse | Conclusion |
|--|------------|
| H1a : Autonomie budgétaire → Performance opérationnelle (+) | Confirmée |
| H1b : Transparence budgétaire → Performance opérationnelle (+) | Confirmée |
| H1c : Contrôle budgétaire → Performance opérationnelle (+) | Confirmée |
| H2 : Diversité ethnique modère la relation GBD → Performance | Confirmée |

Source : Résultats de la recherche, Septembre-Octobre 2025

6. Discussion des résultats

6.1. L'influence de la gestion budgétaire décentralisée sur la performance opérationnelle

Les résultats de cette étude confirment l'influence positive et significative de la gestion budgétaire décentralisée sur la performance opérationnelle des collectivités territoriales béninoises. Ces résultats s'inscrivent dans la continuité des travaux d'Oates (1993) et de Faguet

(2004), qui démontrent que la décentralisation budgétaire améliore l'efficacité allocative des dépenses publiques en rapprochant l'offre de services des préférences locales.

La transparence budgétaire apparaît comme le déterminant le plus influent de la performance opérationnelle ($\beta = 0,334$), conformément aux prédictions de la théorie de l'agence (Jensen et Meckling, 1976). Ce résultat confirme les conclusions de Benito et Bastida (2009) et Da Cruz et Marques (2014) selon lesquelles les collectivités les plus transparentes obtiennent de meilleurs résultats en matière d'efficacité des services publics et de satisfaction citoyenne. Dans le contexte béninois, où la défiance envers les institutions publiques est documentée, la transparence budgétaire joue un rôle particulièrement stratégique dans la restauration de la confiance des citoyens et l'amélioration de la légitimité des pratiques de gouvernance.

L'autonomie budgétaire constitue le deuxième déterminant le plus influent ($\beta = 0,313$), corroborant les travaux de Tiebout (1956) et Oates (1972). Ce résultat suggère que les collectivités béninoises qui bénéficient d'une plus grande latitude dans l'élaboration et l'exécution de leur budget parviennent à mieux adapter leurs investissements aux besoins locaux, améliorant ainsi leur performance opérationnelle. Toutefois, ce résultat doit être nuancé à la lumière des observations de Prud'homme (1995) et Tanzi (1996), qui alertent sur les risques de dérives budgétaires en l'absence de capacités techniques suffisantes ou de contrôles rigoureux.

Le contrôle budgétaire présente le coefficient le plus modeste ($\beta = 0,007$), suggérant que les mécanismes formels de suivi et d'ajustement budgétaire n'ont pas encore atteint leur plein potentiel dans les collectivités étudiées. Ce résultat rejoint les observations de Ter Bogt (2008) et Van Helden et Northcott (2010), qui montrent que les effets positifs du contrôle budgétaire dépendent fortement de son intégration dans une démarche de management participatif et de la capacité d'apprentissage organisationnel des collectivités.

6.2. Le rôle modérateur de la diversité ethnique et culturelle

Le résultat le plus saillant de cette étude réside dans la confirmation du rôle modérateur positif et significatif de la diversité ethnique et culturelle dans la relation entre la gestion budgétaire décentralisée et la performance opérationnelle. L'amélioration du R^2 de 0,778 à 0,825 traduit une contribution modératrice réelle et substantielle de cette variable. Ce résultat s'inscrit en partie dans la perspective de Putnam (2007), qui suggère que la diversité peut enrichir les processus décisionnels par la pluralité des perspectives, conduisant à des pratiques de gouvernance plus inclusives.

Plus spécifiquement, l'interaction la plus forte est observée entre la diversité ethnique et culturelle et le contrôle budgétaire ($\beta = 0,535$). Ce résultat suggère que dans les collectivités béninoises ethniquement diversifiées, les mécanismes de contrôle budgétaire sont particulièrement efficaces pour améliorer la performance opérationnelle. Une interprétation possible est que la diversité ethnique crée une forme de surveillance mutuelle entre les acteurs locaux, ce qui renforce naturellement l'efficacité des dispositifs formels de contrôle. Cette observation rejoint les travaux d'Ostrom (1990) sur les mécanismes d'action collective dans des contextes de diversité sociale.

L'interaction entre la diversité ethnique et la transparence budgétaire ($\beta = 0,103$) confirme que la publication et l'accessibilité des informations budgétaires sont d'autant plus efficaces pour améliorer la performance que le contexte est ethniquement diversifié. Dans un tel contexte, la transparence joue un rôle crucial pour établir un terrain neutre d'information partagée entre des groupes aux intérêts potentiellement divergents, réduisant les risques de capture des ressources publiques par des coalitions ethniques particulières. Ce résultat trouve un écho dans les travaux de Somanathan et al. (2007), qui démontrent que dans les contextes de gouvernance démocratique et transparente, la diversité peut améliorer les résultats institutionnels.

L'interaction entre la diversité ethnique et l'autonomie budgétaire, bien que significative, présente le coefficient le plus faible ($\beta = 0,034$). Ce résultat nuancé peut s'expliquer par le fait que l'autonomie budgétaire, en donnant aux élus locaux une latitude accrue dans l'allocation des ressources, peut être utilisée pour favoriser des groupes ethniques particuliers dans des contextes de forte fragmentation ethnique. Cette interprétation converge avec les mises en garde d'Alesina et La Ferrara (2005) sur les risques de la diversité ethnique pour la fourniture équitable de biens publics, et avec les travaux de Collier (2001) sur les risques de capture clientéliste dans les systèmes politiques fragmentés.

Ces résultats nuancent la vision pessimiste dominante sur les effets de la diversité ethnique en Afrique subsaharienne. Ils démontrent que la diversité ethnique et culturelle ne constitue pas nécessairement un obstacle à l'efficacité de la gestion budgétaire décentralisée, mais qu'elle peut, au contraire, renforcer certains mécanismes de gouvernance lorsqu'ils sont bien conçus. Cette conclusion rejoint la perspective conditionnaliste défendue par Van Knippenberg et Schippers (2007) et Pitts et Jarry (2009), selon laquelle les effets de la diversité sur la performance dépendent largement du contexte organisationnel et des mécanismes de management mis en place.

7. Implications théoriques et managériales

7.1. Implications théoriques

Sur le plan théorique, cette étude apporte plusieurs contributions importantes à la littérature sur la gouvernance locale et la performance des collectivités territoriales. Premièrement, elle enrichit la théorie du fédéralisme budgétaire d'Oates (1972) en montrant que ses prédictions ne s'appliquent pas de manière uniforme dans tous les contextes socio-culturels. L'efficacité de la décentralisation budgétaire est contingente aux caractéristiques ethnoculturelles des territoires, ce qui ouvre une voie de recherche féconde sur la théorie conditionnaliste de la décentralisation. Deuxièmement, cette étude contribue au débat théorique sur les effets de la diversité ethnique sur la gouvernance institutionnelle. En démontrant que la diversité peut renforcer l'efficacité de certains mécanismes de gestion budgétaire, elle plaide pour une approche plus nuancée que celle défendue par les théories de la fragmentation ethnique (Easterly et Levine, 1997 ; Alesina et La Ferrara, 2005). La diversité ethnique et culturelle n'est pas un obstacle systématique à la performance institutionnelle ; son effet dépend des mécanismes de gouvernance sur lesquels elle agit.

Troisièmement, cette étude confirme la pertinence de l'approche néo-institutionnaliste (North, 1990) pour analyser la performance des collectivités territoriales en Afrique. Les institutions informelles, dont la diversité ethnoculturelle est l'une des manifestations, interagissent avec les institutions formelles de gestion budgétaire pour déterminer les niveaux de performance observés.

7.2. Implications managériales et politiques

Sur le plan pratique, les résultats de cette étude invitent à plusieurs recommandations à l'intention des décideurs publics et des gestionnaires des collectivités territoriales béninoises.

En matière de transparence budgétaire, les résultats plaident pour un renforcement des pratiques de publication et de diffusion des informations budgétaires, en veillant à adapter les supports d'information aux réalités linguistiques et culturelles locales. Dans les communes ethniquement diversifiées, la transparence doit être conçue comme un outil de neutralisation des asymétries d'information entre groupes, permettant à tous les citoyens, quelle que soit leur appartenance ethnique, d'exercer un contrôle effectif sur la gestion publique.

En matière de contrôle budgétaire, les résultats suggèrent que les mécanismes formels de suivi et d'ajustement budgétaire sont d'autant plus efficaces dans les communes ethniquement diversifiées. Cela invite à renforcer les capacités de contrôle interne de ces communes, en les

dotant de systèmes d'information performants et en formant les agents à l'utilisation des outils de pilotage budgétaire.

En matière d'autonomie budgétaire, les résultats invitent à une plus grande prudence. Si l'autonomie budgétaire améliore globalement la performance, son interaction avec la diversité ethnique est plus faible que pour les autres dimensions. Cela suggère la nécessité d'accompagner l'extension de l'autonomie budgétaire de mécanismes anti-clientélisme et de péréquation intercommunale, afin de prévenir les risques de capture des ressources par des groupes ethniques dominants.

Enfin, à l'adresse de la Commission Nationale des Finances Locales (CONAFiL), ces résultats plaident pour une politique de transferts différenciée qui tienne compte des caractéristiques ethnoculturelles des communes. Les communes ethniquement diversifiées pourraient bénéficier d'un accompagnement renforcé en matière de renforcement des capacités de gestion budgétaire, notamment en matière de transparence et de contrôle.

8. Limites et perspectives de recherche

Cette étude présente plusieurs limites qui invitent à la prudence dans la généralisation des résultats. Premièrement, la collecte des données dans un seul pays, le Bénin, limite la portée comparative des conclusions. Des études futures pourraient reproduire cette analyse dans d'autres contextes africains pour tester la robustesse des résultats.

Deuxièmement, la mesure de la diversité ethnique et culturelle repose sur des perceptions déclarées par les répondants, ce qui peut introduire un biais de désirabilité sociale. L'utilisation d'indices objectifs de fragmentation ethnique, comme ceux développés par Alesina et al. (2003) ou Fearon (2003), pourrait compléter utilement l'analyse.

Troisièmement, l'étude n'examine qu'un seul facteur socio-culturel modérateur. Des travaux futurs pourraient intégrer d'autres facteurs, notamment la confiance sociale (Uslaner, 2002), les traditions civiques (Putnam, 1993) ou l'identité territoriale (Paasi, 2003), pour obtenir une vision plus complète des mécanismes socio-culturels qui modèrent la relation entre gouvernance budgétaire et performance.

Quatrièmement, la nature transversale du design de recherche ne permet pas d'établir de relations causales. Des études longitudinales seraient nécessaires pour examiner l'évolution de ces relations dans le temps et l'impact des réformes institutionnelles sur les dynamiques observées.

Conclusion

Cette étude a examiné le rôle modérateur de la diversité ethnique et culturelle dans la relation entre la gestion budgétaire décentralisée et la performance opérationnelle des collectivités territoriales au Bénin. Les résultats confirment que la gestion budgétaire décentralisée, à travers ses dimensions d'autonomie, de transparence et de contrôle budgétaire, exerce une influence positive et significative sur la performance opérationnelle des collectivités territoriales. Plus significativement, la diversité ethnique et culturelle joue un rôle modérateur positif dans cette relation, renforçant l'efficacité de certains mécanismes de gestion budgétaire, en particulier le contrôle budgétaire et la transparence.

Ces résultats invitent à dépasser les visions pessimistes qui font de la diversité ethnique un obstacle systématique à la gouvernance locale en Afrique. Ils montrent que la diversité ethnoculturelle, lorsqu'elle est accompagnée de mécanismes adéquats de transparence et de contrôle, peut se transformer en ressource productive pour la performance des collectivités territoriales. Pour les décideurs publics béninois, ces conclusions plaident pour une conception des pratiques de gouvernance budgétaire qui intègre les réalités socio-culturelles locales, plutôt que de les ignorer ou de les traiter comme des contraintes à surmonter.

Cette étude ouvre également des perspectives de recherche importantes sur la relation entre diversité ethnoculturelle, institutions formelles et performance dans les pays en développement, contribuant ainsi à enrichir la théorie conditionnaliste de la décentralisation budgétaire et la théorie néo-institutionnaliste de la gouvernance locale.

Références bibliographiques

- ABOUDOU, H., & HILMI, Y. (2025). L'impact de l'IFRS 15 sur la Gouvernance d'Entreprise: Transitions vers une Transparence Accrue et des Pratiques Financières Responsables. *International Journal of Economics and Management Sciences*, 4(3), 28-43.
- Alesina, A., & La Ferrara, E. (2005). Ethnic diversity and economic performance. *Journal of Economic Literature*, 43(3), 762-800.
- Anthony, R. N., & Young, D. W. (2003). *Management control in nonprofit organizations*. McGraw-Hill.
- Arnstein, S. R. (1969). A ladder of citizen participation. *Journal of the American Institute of Planners*, 35(4), 216-224.
- Bahl, R., & Linn, J. (1992). *Urban public finance in developing countries*. Oxford University Press.

- Bardhan, P., & Mookherjee, D. (2006). Decentralization and accountability in infrastructure delivery in developing countries. *Economic Journal*, 116(508), 101-127.
- Benito, B., & Bastida, F. (2009). Budget transparency, fiscal performance, and political turnout: An international approach. *Public Administration Review*, 69(3), 403-417.
- Boyne, G. A., & Chen, A. A. (2007). Performance targets and public service improvement. *Journal of Public Administration Research and Theory*, 17(3), 455-477.
- Bryson, J., Crosby, B. C., & Bloomberg, L. (2013). Public value governance: Moving beyond traditional public administration and the new public management. *Public Administration Review*, 74(4), 445-456.
- Cassette, A., & Farvaque, E. (2020). Are fiscal rules bad for democracy? *Revue d'économie politique*, 130(4), 601-628.
- Churchill, G. A. (1979). A paradigm for developing better measures of marketing constructs. *Journal of Marketing Research*, 16(1), 64-73.
- Collier, P. (2001). Implications of ethnic diversity. *Economic Policy*, 16(32), 127-166.
- Coleman, J. S. (1988). Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology*, 94, S95-S120.
- Da Cruz, N. F., & Marques, R. C. (2014). Revisiting the determinants of local government performance. *Omega*, 44, 91-103.
- Easterly, W., & Levine, R. (1997). Africa's growth tragedy: Policies and ethnic divisions. *Quarterly Journal of Economics*, 112(4), 1203-1250.
- EL KEZAZY, H., & HILMI, Y. (2024). Le contrôle de gestion territorial: levier de la bonne gouvernance. Essai sur le cas des collectivités territoriales au Maroc. *Alternatives Managériales Economiques*, 6(4), 287-305.
- Faguet, J. P. (2004). Does decentralization increase government responsiveness to local needs? Evidence from Bolivia. *Journal of Public Economics*, 88(3-4), 867-893.
- Faguet, J. P. (2014). Decentralization and governance. *World Development*, 53, 2-13.
- Fearon, J. D. (2003). Ethnic and cultural diversity by country. *Journal of Economic Growth*, 8(2), 195-222.
- Fisman, R., & Gatti, R. (2002). Decentralization and corruption: Evidence across countries. *Journal of Public Economics*, 83(3), 325-345.
- Fjeldstad, O. H., & Heggstad, K. (2012). Local government revenue mobilisation in Anglophone Africa. CMI Working Paper. Chr. Michelsen Institute.

Gemmell, N., Kneller, R., & Sanz, I. (2013). Fiscal decentralization and economic growth: Spending versus revenue decentralization. *Economic Inquiry*, 51(4), 1915-1931.

Hayes, A. F. (2018). *Introduction to mediation, moderation, and conditional process analysis* (2nd ed.). Guilford Press.

Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305-360.

Kopits, G., & Craig, J. (1998). Transparency in government operations. *IMF Occasional Paper*, No. 158.

March, J. G., & Olsen, J. P. (1989). *Rediscovering institutions: The organizational basis of politics*. Free Press.

Martinez-Vazquez, J., & Timofeev, A. (2020). Fiscal decentralization and government size: A cross-country analysis. *International Tax and Public Finance*.

North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.

Oates, W. E. (1972). *Fiscal federalism*. Harcourt Brace Jovanovich.

Oates, W. E. (1993). Fiscal decentralization and economic development. *National Tax Journal*, 46(2), 237-243.

OCDE (2017). *OECD budget transparency toolkit for sub-national governments*. OECD Publishing.

Ostrom, E. (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge University Press.

Page, S. E. (2007). *The difference: How the power of diversity creates better groups, firms, schools, and societies*. Princeton University Press.

Ping, R. A. (1995). A parsimonious estimating technique for interaction and quadratic latent variables. *Journal of Marketing Research*, 32(3), 336-347.

Prud'homme, R. (1995). The dangers of decentralization. *World Bank Research Observer*, 10(2), 201-220.

Putnam, R. D. (1993). *Making democracy work: Civic traditions in modern Italy*. Princeton University Press.

Putnam, R. D. (2007). E pluribus unum: Diversity and community in the twenty-first century. *Scandinavian Political Studies*, 30(2), 137-174.

Rodden, J. (2006). *Hamilton's paradox: The promise and peril of fiscal federalism*. Cambridge University Press.

Rodríguez-Pose, A., & Ezcurra, R. (2010). Does decentralization matter for regional disparities? A cross-country analysis. *Journal of Economic Geography*, 10(5), 619-644.

Smoke, P. (2001). Fiscal decentralization in developing countries: A review of current concepts and practice. UNRISD Discussion Paper No. 2.

Smoke, P. (2019). Decentralization in Asia and the Pacific: Exploring the context and a framework for analysis. *Governance Brief*.

Somanathan, E., Prabhakar, R., & Mehta, B. S. (2009). Decentralization for cost-effective conservation. *PNAS*, 106(11), 4143-4147.

Stegarescu, D. (2005). Public sector decentralisation: Measurement concepts and recent international trends. *Fiscal Studies*, 26(3), 301-333.

Tanzi, V. (1996). Fiscal federalism and decentralization: A review of some efficiency and macroeconomic aspects. *Annual World Bank Conference on Development Economics*, 295-316.

Tiebout, C. M. (1956). A pure theory of local expenditures. *Journal of Political Economy*, 64(5), 416-424.

Uslaner, E. M. (2002). *The moral foundations of trust*. Cambridge University Press.

Van Dooren, W., Bouckaert, G., & Halligan, J. (2015). *Performance management in the public sector* (2nd ed.). Routledge.

Van Knippenberg, D., & Schippers, M. C. (2007). Work group diversity. *Annual Review of Psychology*, 58, 515-541.

Von Hagen, J. (2006). Fiscal rules and fiscal performance in the European Union and Japan. *Monetary and Economic Studies*, 24(1), 25-60.

Walker, R. M., & Andrews, R. (2015). Local government management and performance: A review of evidence. *Journal of Public Administration Research and Theory*, 25(1), 101-133.

Yatta, F. P. (2009). *La décentralisation fiscale en Afrique : enjeux et perspectives*. Karthala.